

- **Code Pénal (Livre II, Titre II, Chapitre V, Section 1 bis : De la traite des êtres humains) (in French)**

[Code pénal](#)

- [Partie législative](#)
 - [LIVRE II : Des crimes et délits contre les personnes](#)
 - [TITRE II : Des atteintes à la personne humaine](#)
 - [CHAPITRE V : Des atteintes à la dignité de la personne](#)

Section 1 bis : De la traite des êtres humains.

Article 225-4-1 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Modifié par [Loi n°2007-1631 du 20 novembre 2007 - art. 22 JORF 21 novembre 2007](#)

La traite des êtres humains est le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre cette personne à commettre tout crime ou délit.

La traite des êtres humains est punie de sept ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Article 225-4-2 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Modifié par [LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 150](#)

L'infraction prévue à l'article 225-4-1 est punie de dix ans d'emprisonnement et de 1 500 000 Euros d'amende lorsqu'elle est commise :

1° A l'égard d'un mineur ;

2° A l'égard d'une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur ;

3° A l'égard de plusieurs personnes ;

4° A l'égard d'une personne qui se trouvait hors du territoire de la République ou lors de son arrivée sur le territoire de la République ;

5° Lorsque la personne a été mise en contact avec l'auteur des faits grâce à l'utilisation, pour la diffusion de messages à destination d'un public non déterminé, d'un réseau de communication électronique ;

6° Dans des circonstances qui exposent directement la personne à l'égard de laquelle l'infraction est commise à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente ;

7° Avec l'emploi de menaces, de contraintes, de violences ou de manoeuvres dolosives visant l'intéressé, sa famille ou une personne étant en relation habituelle avec lui ;

8° Par un ascendant légitime, naturel ou adoptif de la personne victime de l'infraction prévue à l'article 225-4-1 ou par une personne qui a autorité sur elle ou abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

9° Par une personne appelée à participer, par ses fonctions, à la lutte contre la traite ou au maintien de l'ordre public.

Article 225-4-3 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32 JORF 19 mars 2003](#)

L'infraction prévue à l'article 225-4-1 est punie de vingt ans de réclusion criminelle et de 3 000 000 Euros d'amende lorsqu'elle est commise en bande organisée.

Article 225-4-4 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32 JORF 19 mars 2003](#)

L'infraction prévue à l'article 225-4-1 commise en recourant à des tortures ou à des actes de barbarie est punie de la réclusion criminelle à perpétuité et de 4 500 000 Euros d'amende.

Article 225-4-5 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32 JORF 19 mars 2003](#)

Lorsque le crime ou le délit qui a été commis ou qui devait être commis contre la personne victime de l'infraction de traite des êtres humains est puni d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle de l'emprisonnement encouru en application des articles 225-4-1 à 225-4-3, l'infraction de traite des êtres humains est punie des peines attachées aux crimes ou aux délits dont

son auteur a eu connaissance et, si ce crime ou délit est accompagné de circonstances aggravantes, des peines attachées aux seules circonstances aggravantes dont il a eu connaissance.

Article 225-4-6 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Modifié par [LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 124](#)

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par [l'article 121-2](#), des infractions définies à la présente section encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par [l'article 131-38](#), les peines prévues par [l'article 131-39](#).

Article 225-4-7 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32](#)

Créé par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 32 JORF 19 mars 2003](#)

La tentative des délits prévus à la présente section est punie des mêmes peines.

Article 225-4-9 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Loi n°2004-204 du 9 mars 2004 - art. 12 JORF 10 mars 2004](#)

Toute personne qui a tenté de commettre les infractions prévues par la présente section est exempte de peine si, ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire, elle a permis d'éviter la réalisation de l'infraction et d'identifier, le cas échéant, les autres auteurs ou complices.

La peine privative de liberté encourue par l'auteur ou le complice d'une des infractions prévues à la présente section est réduite de moitié si, ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire, il a permis de faire cesser l'infraction ou d'éviter que l'infraction n'entraîne mort d'homme ou infirmité permanente et d'identifier, le cas échéant, les autres auteurs ou complices. Lorsque la peine encourue est la réclusion criminelle à perpétuité, celle-ci est ramenée à vingt ans de réclusion criminelle.

(...)

Section 2 bis : Du recours à la prostitution de mineurs ou de personnes particulièrement vulnérables.

Article 225-12-1 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Loi 2003-239 2003-03-18 art. 50 3°, 4° JORF 19 mars 2003](#)

Modifié par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 50](#)

Le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir, en échange d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération, des relations de nature sexuelle de la part d'un mineur qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, est puni de trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir, en échange d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération, des relations sexuelles de la part d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, lorsque cette personne présente une particulière vulnérabilité, apparente ou connue de son auteur, due à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse.

Article 225-12-2 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 50](#)

Modifié par [Loi n°2006-399 du 4 avril 2006 - art. 16 JORF 5 avril 2006](#)

Les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euro d'amende :

1° Lorsque l'infraction est commise de façon habituelle ou à l'égard de plusieurs personnes ;

2° Lorsque la personne a été mise en contact avec l'auteur des faits grâce à l'utilisation, pour la diffusion de messages à destination d'un public non déterminé, d'un réseau de communication ;

3° Lorsque les faits sont commis par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

4° Lorsque l'auteur des faits a délibérément ou par imprudence mis la vie de la personne en danger ou a commis contre elle des violences.

Les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende lorsqu'il s'agit d'un mineur de quinze ans.

Article 225-12-3 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Loi 2003-239 2003-03-18 art. 50 3° JORF 19 mars 2003](#)

Dans le cas où les délits prévus par les [articles 225-12-1 et 225-12-2](#) sont commis à l'étranger par un Français ou par une personne résidant habituellement sur le territoire français, la loi française est applicable par dérogation au deuxième alinéa de [l'article 113-6](#) et les dispositions de la seconde phrase de [l'article 113-8](#) ne sont pas applicables.

Article 225-12-4 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 124](#)

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par [l'article 121-2](#), des infractions définies à la présente section encourtent, outre l'amende suivant les modalités prévues par [l'article 131-38](#), les peines prévues par [l'article 131-39](#).

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

(...)